

**Déclaration de l'Union syndicale Solidaires
Bureau national du 7 novembre 2013**

Les fédérations et syndicats nationaux de l'Union syndicale Solidaires, réunis le 7 novembre, ont décidé d'une adresse publique aux salarié-es. L'exaspération populaire est justifiée ; la révolte est nécessaire, nous la voulons aussi utile à changer la société. Salarié-es, chômeurs-ses, retraité-es, jeunes en formation, organisons-nous, prenons nos affaires en mains, défendons nos revendications et construisons la nécessaire transformation sociale.

Un très fort sentiment d'exaspération populaire

La situation sociale, économique et politique crée un très fort sentiment d'exaspération parmi la population. Les inégalités sociales, l'enrichissement d'une minorité tandis que la majorité est toujours plus exploitée (chômage, précarité, revenus en baisse, droits remis en cause, etc.), la casse des services publics, les « affaires » qui touchent le monde politico-financier, l'inefficacité des réponses politiques dans le cadre institutionnel, l'augmentation permanente des impôts des ménages au lieu d'une urgente réforme fiscale, nourrissent ce ras-le bol.

Les patrons et les actionnaires hurlent contre les taxes alors que leurs profits ne cessent d'augmenter !

De l'exaspération à la révolte

Ce qui s'est passé en Bretagne fin octobre/début novembre illustre le contexte dans lequel nous nous trouvons, les potentialités en matière de changement social et aussi ses dangers par rapport à ce que nous défendons et à ce que nous voulons construire et créer pour l'avenir. Nous prônons la transformation sociale et considérons que l'action directe des travailleurs et des travailleuses sera déterminante pour y arriver : alors, nous sommes attentifs lorsque « ça bouge » et rejetons tout mépris à l'égard de celles et ceux qui forment le peuple. Parce que nous sommes aussi une organisation syndicale qui défend les intérêts des travailleuses et des travailleurs, donc un certain nombre de valeurs, nous ne pouvons soutenir tout ce qui bouge !

La TVA est un impôt totalement injuste car il frappe plus les revenus modestes que les très riches

Quelles révoltes ?

La réalité de la lutte des classes est que des forces qui nous sont totalement opposées savent aussi organiser des actions de masse, de rue, revendicatives... L'histoire nous enseigne que, plusieurs fois et dans divers pays, le fascisme s'est construit ainsi. De même, nous n'avons pas d'intérêt commun avec le patronat, avec les gros propriétaires terriens, avec une paysannerie qui prône le productivisme agricole, avec les forces politiques réactionnaires.

Tilly-Sabco a accumulé plus de 2 millions d'euros de bénéfices en 2012. Le patron annonce la fermeture de l'usine et prétend manifester pour l'emploi avec les salarié-es qu'il vient de virer !

Plus de 5 millions de chômeurs et de chômeuses, plus de 8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Les « plans sociaux » s'accumulent, les suppressions d'emplois publics se multiplient, chômage partiel, temps partiel imposé et emplois précaires sont présentés comme les seules solutions ... tandis que les discours politiques se succèdent, laissant patronat et banquiers poursuivre la destruction des emplois et de nos vies. De quoi être très justement en colère. Une colère, qu'il nous faut exprimer collectivement, dirigée contre les responsables de cette situation insupportable. Une colère, qui ne doit pas se retourner contre d'autres victimes de ce système. Une colère, porteuse d'alternatives, utile à la transformation sociale que nous voulons.

Soit nous constatons et commentons amèrement la montée de l'Extrême-Droite et la banalisation de ses dangereuses idées, soit nous prenons les moyens d'être présents et utiles dans les milieux populaires avec un discours et des pratiques propres aux intérêts de notre classe sociale, donc à l'opposé des dérives fascistes. Concrètement, cela veut dire assurer un intense travail de terrain aussi bien en direction des salarié-es dans les entreprises et les services que par une présence régulière dans les localités, être présents dans les quartiers en intervenant sur les sujets locaux (transport, services publics, logement, commerces, etc.). Ces priorités doivent être discutées dans toutes les équipes syndicales. N'est-il pas temps d'unifier dans la pratique quotidienne des forces syndicales dispersées, et de recréer un réseau syndical interprofessionnel ancré dans les localités ?

Contre les exclusions, unité syndicale pour reconstruire les solidarités ouvrières !

De nos révoltes, construisons l'avenir !

Nous l'avions rappelé en 2012 : au lendemain des élections, l'existence de classes sociales aux intérêts opposés n'est pas abolie. Nous voulons une autre société. Nous avons des revendications de fond qui vont dans ce sens, nous avons aussi des exigences à plus court terme, tout aussi importantes, car le besoin de justice et le droit de vivre décemment ne sauraient attendre. Avant comme après les échéances électorales, les mobilisations et l'action collective sont indispensables pour changer la donne et imposer nos revendications.

L'écotaxe issue du gouvernement Sarkozy :

- **Les sociétés d'autoroutes ne la paieront pas.**
- **Sa collecte est confiée à une entreprise privée qui va s'engraisser dessus.**
- **Rien n'est fait pour relancer le trafic ferroviaire de marchandises, au contraire !**

Il faut une fiscalité écologique des transports, juste et efficace

Syndicalement, à plusieurs reprises ces dernières années, nous avons payé le refus d'assumer un affrontement central avec le pouvoir. Les batailles sociales perdues pèsent sur le moral des salarié-es, sur leur espoir de voir les choses changer par leur propre action ; les luttes locales ont un rôle important pour reconstruire la confiance dans l'action collective. Gagner sur des revendications locales, parfois catégorielles, c'est se donner les moyens de gagner plus largement ensuite !

Mais les luttes sociales partielles ne doivent pas devenir notre seul horizon ; il nous faut toujours situer notre combat dans la perspective du changement social que nous voulons, et donc travailler, débattre, approfondir nos réflexions sur des sujets comme l'autogestion, les services publics, les travaux socialement utiles, la prise en compte des enjeux écologiques, les droits individuels et collectifs, etc. Le syndicat doit s'approprier ces débats, intervenir sur ces différents terrains ; l'autonomie du mouvement social ne signifie pas qu'il se résigne à des luttes défensives et à pérenniser l'organisation actuelle de la société ; bien au contraire !

Salarié-es, chômeurs-ses, retraité-es, jeunes en formation :

- organisons-nous, prenons nos affaires en mains !**
- défendons nos revendications et construisons la nécessaire transformation sociale.**

Prise en charge des revendications immédiates, construction d'alternatives et rupture avec la société actuelle sont complémentaires. C'est ainsi que le syndicalisme redeviendra une force porteuse d'un projet de société !

Face aux inégalités, aux injustices, à l'exploitation, aux exclusions, au désastre écologique, ... nous avons raison de nous révolter ; mais ça ne suffit pas : de nos révoltes, construisons l'avenir !

